Contre les politiques d'austérité

Construire l'alternative dans les luttes et les rassemblements





Ce n'est un secret pour personne. La France, comme l'Europe, et en particulier sa zone euro, sont au bord du gouffre.

L'Europe est en manque de demande par l'effet des politiques d'austérité salariales et sociales construites sur la baisse du coût du travail et des dépenses publiques et sociales utiles. Conséquence, la déflation frappe à la porte de l'Europe. Alors que le mal européen s'enracine dans une création monétaire pilotée au service de la finance, l'injection monétaire massive de la BCE dans l'économie, sans changer les règles de financement de l'activité toujours assises sur une rentabilité financière immédiate, n'ouvre pas la voie d'une reprise durable. Elle relance la croissance financière des capitaux et alimente la reprise de l'endettement public et privé.

Avec le ralentissement de la croissance allemande, le couple franco-allemand est désormais devenu un couple dépressif. Qui entraîne non seulement le reste de l'Europe dans la spirale récessive, mais accentue aussi les antagonismes mondiaux.

Loin de tirer les leçons de l'échec de la stratégie choisie et d'opter pour une réorientation de sa politique économique et sociale et de la construction européenne, le gouvernement français accélère la fuite en avant suicidaire dans les politiques d'austérité par l'application sans sourciller du Pacte de responsabilité. Un choix politique de droite au motif fallacieux qu'il n'y aurait pas d'autre politique possible.

Les Lois de Finance et de Financement de la Sécurité sociale pour 2015 en sont l'incarnation. Elles organisent la compression sans précédent des dépenses publiques et sociales, travaillant à une remise en cause fondamentale de notre modèle social. Par de nouveaux cadeaux sociaux et fiscaux au patronat, elles alimentent l'envolée des prélèvements financiers du capital au détriment des prélèvements sociaux.

Fondamentalement, avec l'intention de réaliser 21 milliards d'euros d'économies sur la dépense publique dès 2015, la Loi de Finance pour 2015 est toute entière bâtie pour affaiblir la puissance publique et en mettre les outils d'action au service de la rentabilité du capital.

Concernant la Fonction publique d'État, celle-ci verra réduire de 7,7 milliards d'euros les dépenses de fonctionnement des ministères, de 2 % les subventions aux agences de l'État, de 1,4 milliard d'euros la masse salariale des fonctionnaires et assimilés, et de 2 306 postes équivalents temps plein ses effectifs. De sorte qu'au final, hors charge de la dette et des pensions, les

dépenses de l'État diminueraient de 4 milliards d'euros, passant de 286,9 milliards à 282,8 milliards.

Concernant les dépenses des collectivités territoriales, elles seront amputées de 3,7 milliards d'euros. Contraintes légalement de présenter des budgets à l'équilibre, cette réduction des moyens des collectivités locales aura des effets immédiats sur leur capacité d'autofinancement : la réduction des services publics à la population ainsi que des investissements publics ou l'augmentation de la fiscalité locale quand elles le peuvent.

De son côté, la Loi de Financement de la Sécurité sociale pour 2015 consacre l'enlisement dans les politiques d'austérité. Elle avance pour objectif n° 1 de dégager au moins 5,6 milliards d'euros d'économies sur l'ensemble des branches de la Sécurité sociale. Ce freinage radical de la dépense sociale œuvre sur le fond et de manière obsessionnelle à la réduction du coût du travail, notamment par la réduction massive des cotisations sociales patronales, la remise en cause de notre politique familiale et l'accentuation du transfert sur l'impôt des ménages du financement de la Sécurité sociale. Là encore, il s'agit de réorienter la dépense sociale utile vers la rémunération du capital.

Et à tout cela, il faudrait encore ajouter les attaques gravissimes contre la démocratie sociale dans l'entreprise menées aujourd'hui par le duo Gattaz-Macron.

Cette politique désastreuse ne peut que conduire à un enfoncement dans la crise systémique. Au contraire, nous devons réaffirmer que non seulement la dépense publique et sociale n'est pas un handicap au développement de l'économie et des entreprises, mais qu'elle en est une condition en tant qu'élément de la demande et facteur de la productivité globale.

Face à cet aveuglement suicidaire, il y a donc urgence à écrire un autre scénario. Il y a besoin comme jamais de rassembler toutes les forces de résistance et progressistes autour de propositions alternatives crédibles et radicales à porter dans les luttes, afin de démontrer qu'une autre politique est possible.

La Conférence nationale du PCF et la Convention industrie ont été l'occasion de poser des jalons en ce sens, qu'il faut désormais concrétiser. La semaine d'action de décembre face au Medef doit pouvoir en être l'occasion. L'occasion de rappeler la triple nécessité de rompre avec les politiques d'austérité en relançant massivement la demande et les services publics pour une reprise durable, de construire un relais de financement socialement efficace par les banques et le crédit, et de renforcer le champ de la démocratie en articulant démocratie citoyenne et démocratie sociale. ■

Frédéric Rauch



